



22 novembre 2011

La politique énergétique doit appartenir à la nation

La capacité de production énergétique est essentielle pour la satisfaction des besoins sociaux et économiques de la France. **Elle nécessite des investissements considérables et un contrôle public absolu, ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui... Assurer notre indépendance, la sécurité de la production comme de son transport et sa distribution passe obligatoirement par sa totale nationalisation. La tendance à l'augmentation des besoins énergétiques, même en tenant compte d'une meilleure utilisation, est prévisible et la France ne saurait se passer d'un plan national réaliste pour répondre à ses besoins.** Après avoir constitué une industrie énergétique efficace basée sur le nucléaire et dans le cadre d'entreprises nationalisées, les gouvernements successifs n'ont eu de cesse que de disloquer cet ensemble par des privatisations. **Aujourd'hui l'avenir énergétique est loin d'être acquis et il plane des menaces de pénurie dans le domaine électrique.**

C'est dans cet instant, que les forces politiques s'agitent fébrilement sur cette question. Le PS et les Verts viennent ainsi de finaliser un accord électoral prévoyant la suppression de la moitié du parc électronucléaire français. Cet accord est, selon la fédération de l'énergie de la CGT, jugé : « *irresponsable et irréaliste* ». En effet, il scelle une vision de la politique énergétique soumise aux exigences des producteurs pétroliers et gaziers, tant les énergies dites « *nouvelles et renouvelables* » en clair l'éolien et le photovoltaïque sont, du fait du caractère aléatoire et diffus de leur production, hors d'état de répondre aux besoins prévisibles. **Cet accord est un accord de renoncement national, un accord qui, s'il était mis en œuvre, altérerait durablement l'emploi et les capacités d'indépendance de la France vis-à-vis des grands groupes pétroliers et gaziers.** Le Front de Gauche (PCF, PG, Gauche unitaire), renvoie cette question décisive à un débat ultérieur qui serait suivi d'un référendum. Mélenchon candidat du Front de Gauche a déclaré qu'il est carrément opposé au nucléaire et certains des responsables de son Parti de Gauche figurent même comme initiateurs d'une pétition dénonçant : « *Les crimes du nucléaire civil en 2012* » ! On appréciera, combien les uns et les autres, du FN à l'UMP jusqu'au Front de Gauche sont silencieux sur le nucléaire militaire, tandis que l'UMP au pouvoir s'active pour déréglementer et privatiser le secteur énergétique.

Notre candidat « Communistes » Christophe Ricerchi lui, fait avec le parti la clarté nécessaire : Oui il faut développer une politique énergétique cohérente et basée sur notre atout du nucléaire. **Oui, cette politique doit se mener au travers de la nationalisation complète de toute la filière pour assurer l'indépendance nationale de la France et donner à nos citoyens et à notre industrie une base énergétique sure, efficace et stable.**

Nous reviendrons sur cette question.